



Organisons-nous contre la racaille patronale !



En premier lieu, la Coordination Communiste Nord/Pas-de-Calais voudrait à l'aube de cette année 2006, adresser aux abonnés et aux lecteurs

de Chantiers des vœux de réussite personnelle et souhaiter que nous trouvions ensemble au cours de cette année à venir les occasions de faire avancer notre cause commune.

L'année 2005 a été marquée par de nombreux événements : Le **29 mai**, la formidable victoire du camp progressiste et populaire contre l'Europe ultra-libérale. Les grèves exemplaires des **marins et traminots marseillais** contre la libéralisation et la privatisation de leurs entreprises de service public. La **révolte des jeunes des quartiers populaires** qui a exprimé un véritable ras-le-bol des discriminations dont ils sont en permanence victimes de la part de l'Etat ; conséquence du système capitaliste choisi et plus que jamais développé par notre gouvernement actuel.

Ces événements sont les réponses différenciées et inégales à une même politique qui est imposée à l'immense majorité de la population de ce pays. Certains pourront regretter que ces réactions aient été insuffisantes, isolées, qu'elles se soient trompées de cibles ou qu'elles soient sans lendemain... Pourtant, à une époque où l'on voudrait empêcher toute réaction, où l'on dénigre les luttes sociales, où l'on criminalise la jeunesse ; elles ont au moins le mérite d'exister et elles nous permettent d'espérer en l'avenir du mouvement social. Faisons en sorte, en tant que militants, de comprendre, de saisir les raisons de cette révolte et de trouver avec cette jeunesse les moyens collectifs de transformer cette révolte en une véritable lutte sociale revendicative sur leurs droits

dans tous les domaines de leur vie. Tels sont, entre autres, les vœux du journal *Chantiers* pour l'année 2006.

L'année 2006 sera marquée par d'autres événements pour le camp progressiste, notamment les congrès nationaux de la CGT et du PCF, les dirigeants nationaux de ces deux organisations historiques de la classe ouvrière envisagent de les emmener encore plus vers les impasses du

réformisme et du renoncement. Bien qu'indépendante de ces deux organisations, la Coordination Communiste ne peut rester insensible à leur devenir. Nous comptons sur leurs valeureux militants pour trouver les moyens de les conduire vers plus de radicalité.

L'année 2006 commence néanmoins sous de bien mauvaises auspices, la politique économique et sociale de ce gouvernement UMP sous tutelle du MEDEF continue de nous imposer une politique des plus réactionnaires. Face à cela, la gauche parlementaire n'imagine que les élections de 2007. Qui des éléphant(s) du PS, pourra constituer une alternative plus soft pour appliquer une politique inspirée de la même logique économique, encadrée par les exigences de la construction européenne. D'ici là n'a-t-elle rien d'autre à nous proposer ? Ne trouve-t-elle pas dans cette avalanche de mauvais coups des raisons de lutter ? Il semble que non.

Pas une semaine ne passe sans que le premier ministre, son omniprésent ministre de l'intérieur, candidat à la place de..., ou un quelconque député de l'UMP ne fasse une proposition, un amendement des plus réactionnaires pour encore plus de précarité, plus de misère pour la majeure partie de la population. La France vient de découvrir qu'elle rassemble en son sein deux millions d'enfants pauvres



2006 : Après l'année du Karcher, l'année du

(chiffre qui a doublé en deux ans). La droite ne chasse pas sur le terrain de l'extrême droite ; elle révèle son vrai visage parce que le rapport des forces le lui permet actuellement. Cette politique, c'est maintenant qu'il faut la combattre. C'est maintenant qu'il faut organiser et coordonner les différentes luttes sociales. Une véritable alternative politique ne pourra se construire qu'à partir des mobilisations sociales. Ne laissons pas à d'anciens ministres de la gauche plurielle désavoués en avril 2002, nous dire aujourd'hui quelle politique il faudrait alors, qu'ils ont refusé en leur temps de mettre en place.

Pour notre part à la Coordination Communiste, nous affirmons que c'est maintenant qu'il faut résister, en premier lieu pour tenter d'infléchir cette politique criminelle pour la population. C'est en ce sens que nous sommes toujours investis dans les comités issus de la campagne du NON au Traité de Constitution Européenne. Constitution qu'on voudrait bien nous resservir dès que ce sera possible.

D'ailleurs l'Europe libérale n'est pas bloquée, le 14 février prochain, le sinistre Bolkenstein représentera au parlement européen sa dangereuse directive (qui contrairement aux déclarations de Chirac n'a jamais été abandonnée, mais seulement remise dans l'attente de jours meilleurs ...qui semblent être arrivés).

La Coordination Communiste s'est jointe à d'autres organisations du camp du NON pour **un appel à manifester, samedi 11 février à 15 H, place de la République à Lille**. Comme elle prendra ses responsabilités à chaque fois qu'il sera nécessaire pour rassembler le plus largement possible une riposte aux mauvais coups de tous genres.

LE NON DU 29 MAI, LES LUTTES DE CLASSE, LA RECOMPOSITION POLITIQUE ET LA RECONSTRUCTION

Où en sont le mouvement ouvrier et populaire, les forces organisées ou pas du camp du NON et le mouvement communiste dans le pays, après la formidable mise en échec dans les urnes du projet de constitutionnaliser l'alliance des bourgeoisies impérialistes européennes par la création d'un Etat fédéral impérialiste dénommé Union Européenne ?

Plusieurs stratégies se chevauchent et s'opposent. D'une part elles sont marquées par des tentatives réformistes de canaliser l'expression ouvrière et populaire vers l'illusion sociale-démocrate trotskiste d'une « Europe anti-libérale, Europe sociale ou Europe des travailleurs ». D'autre part elles mettent en scène des affrontements politiques dans le camp du NON sur fond de préparation des échéances électorales 2007/08.

« Rassembler les partisans du NON et du OUI pour ramener au pouvoir la gauche plurielle »

La principale donne du Congrès du PS a été de mettre une couche de vernis sur les importantes divisions apparues lors de la campagne référendaire entre la droite et la gauche du parti social-démocrate. C'est aussi la dominante chez les Verts. Cette opération est un véritable recul politique qui voit la gauche du PS se soumettre à sa droite. Le fait même de confier à Emmanuelli l'élaboration du projet électoral du PS est une tentative de ramener le NON de 55% du peuple à un simple « incident de parcours » qu'il

faut gommer le plus vite possible au nom de « l'union sacrée » contre la droite. L'exécrable populisme fascisant de Sarkozy est ainsi épinglé pour faire avaler la pilule et remobiliser l'électorat de gauche.

Cette ligne - on efface le 29 mai et on recommence comme avant - se retrouve aussi au PCF sous l'impulsion des tenants de la mutation-liquidation. La décision du PCF sous la houlette de M.G. Buffet de maintenir le flou sur la candidature communiste aux élections tout en n'excluant pas le rassemblement de la gauche pro-NON et pro-OUI est de la même veine.

Dans ce débat au sein du PCF, la Coordination Communiste soutient la position des militants encore adhérents au PCF qui exigent des candidatures du PCF indépendantes à toutes les élections, sur la base du rôle important et des orientations anti-libérales défendues par le PCF dans la victoire du NON.

« Rassembler le camp du NON à la gauche du PS pour une alternance à l'alternance actuelle »

C'est la ligne soutenue par les droitiers alter-mondialistes au sein du PCF, ATTAC, les Verts alter-mondialistes, la LCR, etc. Même si chacun ici a son candidat - qui José Bové, qui Besancenot, qui M.G. Buffet, etc. - l'essence de l'« appel pour des candidatures unitaires en 2007 et 2008 » consiste à s'opposer aux manœuvres des pro-OUI du PS, des Verts et du PCF, ce que la *Coordination Communiste* soutient bien évidemment, mais aussi à empêcher toute candidature indépendante du PCF, ce que la *Coordination Communiste* rejette tout aussi évidemment.

En effet, vue la configuration politique et sociale des forces plus ou moins organisées qui ont milité pour la victoire du NON le 29 mai, il nous apparaît important de rappeler que, même réformiste, la dimension de représentant, ne serait-ce que symbolique, de la classe ouvrière du PCF est un facteur nécessaire à prendre en compte pour préserver le rôle central du prolétariat dans la recomposition politique. Celle-ci résulte objectivement de la mise en échec du projet constitutionnel majeur et décisif des MEDEF européens. Comme le déclarent fort justement les camarades de la section du 15^{ème} arrondissement parisien, toujours à l'intérieur du PCF, malgré le réformisme social-démocrate de la direction : « le PCF représente dans l'histoire et l'inconscient collectif de la France le seul parti de masse et de classe dont la raison d'être a été de représenter et d'organiser le monde du travail dans la lutte anticapitaliste contre l'idéologie dominante. Il est significatif que le fait que notre parti soit le seul grand parti à appeler à voter NON a suscité un regain d'intérêt réel pour l'activité communiste. Beaucoup ont eu l'impression de retrouver le parti qui avait toujours défendu les intérêts des travailleurs contre les puissances d'argent, qui avait toujours dit NON à l'UE du capital et défendu la souveraineté populaire, qui a mené une campagne exemplaire contre Maëstricht » (Remettons



Les grévistes de la RTM en tête de cortège le 19 novembre dernier, manifestation nationale des collectifs pour la défense des services publics à Paris.

le PCF sur les rails de la lutte de classe, 33^{ème} congrès Proposition Alternative de base commune, 25/12/2005).

Cette option politique de classe qui est la nôtre correspond par ailleurs à la réalité décisive suivante : le tournant fondamental dans la victoire du NON le 29 mai a été le vote de la CGT, principal syndicat de la classe ouvrière, contre les manœuvres de sa direction réformiste. C'est aussi cela qui donne la véritable signification de classe à cette rébellion par les urnes des travailleurs victimes de l'accélération de la marche forcée de la construction européenne depuis les années 80 avec la première alternance sous F. Mitterrand (PS) et le premier gouvernement de la gauche plurielle, puis J. Chirac et la droite.

Dans ce débat qui agite les Collectifs du NON, la Coordination Communiste défend la position de candidatures unitaires du camp du NON à toutes les élections assortie du soutien à l'idée d'une candidature indépendante du PCF à la présidentielle à condition qu'il s'engage à ne pas appeler au second tour pour un candidat PS pro-OUI ou de droite, sauf si c'est Le Pen qui se retrouve au second tour.

Que faire en attendant les échéances électorales ?

Le fait que le débat prenne la tournure d'une préparation des élections à venir est à notre sens déjà problématique. En effet, le camp victorieux du NON est ainsi entraîné sur ce terrain en raison de la domination idéologique de la droite libérale-sociale et du PS social-libéral. Les élections, en raison de traditions parlementaires très anciennes, restent structurantes de la vie politique. Certes le prolétariat conscient ne peut simplement rester sur une posture d'indifférence vis à vis de ce moyen de mesurer le niveau de conscience de la masse des travailleurs. C'est pourquoi, la *Coordination Communiste* s'implique dans ce débat.

Mais jamais nous ne pouvons et ne devons oublier que l'implication dans la lutte de classe est le facteur décisif dans la création du rapport de forces indispensable pour stopper l'offensive de la broyeuse sociale qui massacre les acquis sociaux et démocratiques gagnés de haute lutte par les générations précédentes du monde du travail. La force historique du communisme vient de cette capacité à agir au quotidien dans les luttes sociales et démocratiques comme force politique organisée et d'avant-garde de la classe ouvrière.

C'est pourquoi l'existence des collectifs du NON est une donnée importante à condition toutefois que les calculs politiques des uns et des autres ne prennent pas le dessus sur le nécessaire prolongement de l'action victorieuse commune, organisée ou pas, du NON le 29 mai.

Or, l'enjeu est aussi là principalement. Cadres de débats, d'échanges, les Collectifs du NON doivent devenir des cadres d'actions sur les éléments de plate-forme revendicative politique qui ont été ensemble opposés aux articles libéraux du projet constitutionnel européen. Tel est à notre sens l'actuel point faible des collectifs du NON, lesquels se détournent progressivement de l'action politique commune pour la satisfaction des revendications sociales et démocratiques des masses ouvrières et politiques en lutte. Alors qu'il y a

effectivement matière à mobilisation unitaire, matière gâchée par l'embourbement actuel des collectifs dans la recherche quasi exclusive et piégée d'un débouché électoral en 2007 et 2008. La question essentielle est : Qu'ont fait les Collectifs pour aider, soutenir, amplifier les luttes de la SNCM, de la RTM de Marseille, de la SNCF, pour contrecarrer et élargir le début de campagne contre la privatisation de EDF ?

Les Collectifs ne peuvent-ils pas être les lieux de campagnes et d'actions communes contre les délocalisations, pour la solidarité avec les Sans Papiers en lutte, contre la loi raciste sur le « colonialisme positif », pour l'amnistie des jeunes révoltés des quartiers populaires, contre les mesures régressives du gouvernement sur la Sécurité Sociale, la retraite, l'occupation militaire de la Côte d'Ivoire par l'armée française, la re-colonisation militaire de l'Irak par les USA, contre les politiques colonialistes du sionisme israélien en Palestine, le non respect par le gouvernement du vote majoritaire du 29 mai, etc.

Une telle implication commune au quotidien dans les luttes sociales et démocratiques peut faciliter la désignation démocratique de candidats populaires aux échéances électorales à venir. Seule l'expérience commune de lutte permet de rapprocher puis de légitimer, sans déroger à la discipline et l'indépendance des organisations, un éventuel processus pour des « candidatures unitaires ».

Frayer la voie à la reconstruction du Parti Communiste de France sans et contre le réformisme social-démocrate et trotskiste

La situation politique complexe actuelle nécessite une réponse complexe qui impose de se démarquer à la fois des déviations de droite (suivre et se soumettre à la social-démocratie) et des déviations de gauche (sectarisme). Les forces politiques dominantes du camp du NON représentent socialement la petite bourgeoisie et/ou l'aristocratie ouvrière radicalisée par les effets socialement désastreux de la crise du capitalisme. Les forces sociales ouvrières et populaires, celles majoritaires de la base de masse, ne sont pas politiquement représentées.

La tendance de la petite bourgeoisie à jouer à « l'avant-garde » en diluant le prolétariat, en émoussant les frontières de classe, incarnée surtout par les organisations trotskistes et l'anarchisme petit-bourgeois, est à l'origine du cul de sac électoral dans lequel le débat est aiguillé vers l'électorisme.

Le PCF mutant est aussi, et cela depuis bien longtemps, englué dans les travers de la social-démocratisation qui ne la différencie pas vraiment des sociaux démocrates de gauche comme Mélenchon, Emmanuelli et Montebourg. Mais si ceux là gardent quelques stigmates « ouvriéristes » de la SFIO dont se sont débarrassés les

sociaux démocrates impérialistes, type Hollande, Strauss Kahn, Lang, Royal, érigés en « gauche » du capital; Il y a aussi parmi les 130 000 adhérents actuels du PCF les influences encore présentes du Parti des fusillés, Section Française de la III^{ème} Internationale Communiste.

Le fait qu'il ne peut y avoir place pour deux partis sociaux-



Le fait qu'il ne peut y avoir place pour deux partis sociaux-

démocrates dans le pays est aussi un facteur explicatif du relatif gauchissement actuel du PCF. A la base de tout ce processus, il y a la crise de surproduction du capitalisme mondial, le développement des contradictions inter-impérialistes et leurs effets socialement catastrophiques sur l'ensemble du monde du travail qui engendrent au sein de la classe ouvrière un processus objectif de différenciation et amoindrissent l'influence idéologique de la bourgeoisie. Nos camarades de la section du 15^{ème} ont parfaitement raison de dire que « *le 29 mai, le peuple ne s'est pas trompé de sujet' en faisant le lien entre les choix européens et les choix nationaux. Il a montré une perspective de résistance et de rassemblement pour mettre en échec la politique menée depuis plus de 20 ans dans notre pays, au nom de l'Europe, dans l'intérêt du MEDEF et des marchés financiers* » (idem).

La situation actuelle nécessite l'action unitaire la plus large possible pour renforcer et consolider le camp du NON sans et contre le camp du OUI. Nous devons veiller à ce que le prolétariat soit le noyau dur du processus de recomposition politique. Ses luttes, ses résistances sont un point d'appui pour influencer sur le processus objectif en cours qui oblige la direction réformiste du PCF à se gauchir. Nous devons œuvrer à ce que les groupes, organisations communistes qui travaillent à la RECONSTRUCTION du parti communiste révolutionnaire que fut le PCF du Congrès de Tours se rassemblent, comme ils ont tenté de le faire le 5 mai 2005 à Paris lors du meeting internationaliste pour la victoire du NON le 29 mai, dans l'unité d'action pour, à la fois ensemble, peser sur la marche objective des événements. Nous devons ensemble agir, partout où cela est possible, dans le front large du camp du NON. Nous devons apprendre à « *être unitaire pour deux* », vue la pratique sectaire et manœuvrière des trotskistes dans les Collectifs Unitaire du NON. Nous devons en plus développer notre unité d'action propre pour diffuser et propager nos positions les plus avancées, notamment la nécessité de sortir de l'Europe. Dans ce travail, nous devons tendre la main à ceux des communistes qui sont encore au PCF, comme la section PCF du 15^{ème}. Telle est la voie sur laquelle nous invitons les RECONSTRUCTEURS DU PARTI COMMUNISTE SANS ET CONTRE L'OPPORTUNISME AFIN QUE REVIVE DANS LE PAYS LE PARTI COMMUNISTE DONT LE PROLETARIAT, LE PEUPLE ET LES PEUPLES OPPRIMÉS PAR L'IMPERIALISME FRANÇAIS ONT TANT BESOIN.

Le cri de révolte de la jeunesse : « Nous voulons un avenir ! »



« On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent ».

Cette phrase de Bertolt BRECHT résume

parfaitement l'explosion de colère qui a incendié voitures, écoles, commerces, ...

Ces jeunes s'appellent Jean-Pierre, Karim, Moussa, Sophie, Malika ou Virginie, souvent des adolescents. Ils et elles ont entre 12 et 25 ans, sont français pour l'écrasante majorité, quelquefois immigrés (120 sur plus de 3000 arrestations). Diplômés ou sans diplôme, ils et elles vivent en famille, dans les quartiers populaires qui concentrent 40, 50, et jusqu'à 60% de taux de chômage (à comparer à la moyenne nationale de 10%) Ils et elles subissent une discrimination à l'embauche liée à leur origine « *raciale* »,

culturelle, religieuse, mais aussi de quartier. Ils et elles connaissent l'échec scolaire induit par l'insuffisance des moyens financiers, matériels et humains (professeurs, personnels) investis dans leurs écoles, collèges, lycées, lycées professionnels. Ils et elles connaissent la situation sociale de leurs parents.

Ces jeunes qui affrontent la police ne sont pas des « voyous » comme nous les présente le ministre de l'intérieur qui n'a de cesse de provoquer les habitants des quartiers populaires en insultant leurs enfants et en les traitant de « racailles ». Non ! A l'origine des émeutes, il y a la mort de deux jeunes adolescents qui fuyaient les forces de police. Ces morts ne sont pas « une bavure ». C'est par dizaines que se comptent aujourd'hui les jeunes de ces quartiers victimes des violences policières. Ces décès sont autant de « gouttes d'eau » qui font régulièrement déborder le vase d'une colère contenue.

Les causes de la misère qui se développe dans ces quartiers sont les mêmes que celles qui provoquent la colère des salariés. Les gouvernements successifs de droite comme de gauche n'ont pas cessé de voter des lois et de prendre des mesures pour faciliter les licenciements, pour instaurer la précarité, pour diminuer le pouvoir d'achat, pour encourager les délocalisations.

Si ces politiques ont abouti à l'enrichissement d'une petite minorité - patrons et autres spéculateurs- elles ont aussi produit la misère pour la grande majorité. Cette misère se traduit quotidiennement par l'augmentation du nombre de SDF vivant et mourant dans les rues de nos villes (avec de plus en plus de jeunes et de femmes), par l'augmentation de 50% des plans de surendettement, par l'accroissement du nombre des mal-logés et l'exploitation éhontée des logements insalubres comme l'ont démontré récemment les incendies de la région parisienne. Elle se traduit aussi par la suppression des services publics dans les quartiers ouvriers et populaires et dans les zones rurales .

La dérive fascisante de la droite libérale au pouvoir se manifeste là aussi dans l'instrumentalisation raciste de l'explosion de la légitime colère de classe de la jeunesse populaire, ouvrière et privée d'emploi. La surenchère guerrière de Sarkozy est en réalité une manifestation concrète de la fascisation de la classe politique et de la stratégie politique faisant du racisme un moyen politique de conquête et de préservation du pouvoir. Un autre signe est l'attaque hystérique d'élus UMP contre la culture, elle-même, de ces quartiers populaires à travers la demande de poursuite judiciaire de 7 groupes de rap.

Après la loi pseudo-laïque du « *foulard islamique* », après la loi du 23 février 2005 justifiant le colonialisme en lui apprêtant une dimension « *positive* », après les insultes du « *nettoyage au karcher* », voilà maintenant que les incendiaires populistes nous expliquent que « *la violence urbaine est due aux étrangers qui pratiquent la polygamie* ».

La presse bourgeoise aura beau tenter de présenter ces jeunes comme une « *réalité à part* » afin de nous en désolidariser. Nous savons, nous, que c'est notre jeunesse populaire qui est aujourd'hui réprimée comme est réprimée toute tentative de s'opposer aux plans de la bourgeoisie. Ceux qui frappent et tirent sur ces jeunes obéissent aux ordres de ceux qui répriment et criminalisent les grévistes de la SNCF, les lycéens, les Sans Papiers en lutte, les paysans qui arrachent les OGM ou mettent le feu à des bâtiments publics et les syndicalistes de combat. Tous, à leur manière, expriment le ras le bol de la broyeuse sociale de la machine capitaliste qui écrase tout.

Ce mouvement de prolétaires, parmi les plus précaires et les plus opprimés, est le second coup de semonce asséné au pouvoir après l'insurrection par les urnes du 29 mai.

Oui, il y a nécessité de gagner la proclamation de l'état d'urgence sociale.

La rébellion des jeunes des quartiers populaires exprime, en plus de la contestation de leur galère au quotidien, leur rejet du racisme d'Etat, leur rejet du racisme au quotidien. Rappelons qu'ils font partie de la jeunesse de notre pays qui, par millions, avec les travailleurs fortement mobilisés le 1^{er} mai, ont battu le pavé des villes de France entre le 21 avril et le 5 mai 2002 pour défaire Le Pen, le candidat fasciste présent au second tour des élections présidentielles. Le ministre de l'intérieur doit lui aussi être défait. Il doit démissionner et présenter des excuses officielles, pour ses insultes, ses stigmatisations et amalgames et pour avoir donné de fait un crédit institutionnel aux discours populistes haineux du FN. De plus, nous exigeons du Président de la République qu'il adresse à la jeunesse qui s'est révoltée un signe fort, comme un début de réponse, en décrétant une loi d'amnistie.

Cette jeunesse-là est la France d'aujourd'hui et de demain, la classe ouvrière d'aujourd'hui et de demain. La forme – aux effets immédiatement contre productifs - prise par sa révolte impose la nécessité d'une présence militante politique et syndicale dans les quartiers ouvriers et populaires. Elle pose la question fondamentale de l'organisation syndicale et de masse des chômeurs, des précaires et des RMIstes, la nécessité d'organiser des luttes dans ces quartiers pour la satisfaction des revendications liées à l'emploi, au cadre de vie, à l'accès aux services publics et aux soins, à l'école, etc. En un mot ce qu'il faut, c'est la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire lié aux masses et animant ces luttes en vue de la conquête politique du pouvoir de classe prolétarien.

Aborder de manière marxiste-léniniste la question de la laïcité

Le centième anniversaire des lois laïques de 1905 est l'occasion d'une multitude d'émissions télévisées, de célébrations et de discours d'hommes politiques de droite et de gauche.

La laïcité en général, celle de l'école en particulier, est présentée comme un domaine non marqué par la lutte des classes, comme un consensus que ne rejetteraient que les réactionnaires, les intégristes et les fascistes. Au passage, ce qui est passé sous silence, c'est le caractère de classe de l'école bourgeoise. A une époque où la laïcité est de nouveau mise en avant pour diviser le peuple (comme l'a montré l'année d'hystérie qui s'est conclue par le vote d'une loi islamophobe contre le foulard à l'école), il n'est pas inutile de rappeler l'analyse marxiste de la question de la laïcité.

1. La laïcité : Un élément de la démocratie bourgeoise.

C'est au cœur de la révolution bourgeoise anti-féodale que le principe d'une séparation entre l'Eglise et l'Etat est mis en avant. L'engagement de l'église catholique avec les féodaux rend cette séparation nécessaire pour l'instauration durable du capitalisme. A ce titre la laïcité, même incomplète comme aujourd'hui est un progrès dans l'histoire de l'humanité. Comme les autres droits démocratiques bourgeois, la laïcité est cependant l'objet d'une interprétation historique en fonction des intérêts du capital. Elle sera tantôt mise en avant pour détourner d'autres luttes sociales ou rognée pour obtenir le soutien de l'église. En définitive c'est le rapport des forces entre bourgeoisie et prolétariat qui décide du degré de laïcité à chaque période historique. Voici comment le journal « *Le Temps* » du 6 juillet 1902 dénonçait

Education : SARKOZY ET VILLEPIN MAIN DANS LA MAIN

La « presse » n'a de cesse de nous présenter Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin comme en constante opposition. Mais ils font partie du même gouvernement et travaillent pour les mêmes intérêts. Sarkozy et Villepin ne sont en réalité que les deux versants d'une même politique réactionnaire.

Le ministre de l'intérieur, auto-proclamé pour l'occasion ministre de l'Education Nationale, appelle au « dépôt de bilan des ZEP » tandis que le Premier Ministre plaide pour une restructuration drastique de celles-ci et raccourcit le temps de la scolarité obligatoire. Mais, en y regardant de plus près, force est de constater que les propositions de l'un comme de l'autre se rejoignent. Dans de nombreux établissements les moyens pédagogiques, déjà insuffisants, seront encore diminués par un redéploiement sévère, dans le cadre d'une politique du « toujours moins pour l'éducation. »

Moins de moyens, moins de fonctionnaires et moins d'école pour ceux qui en ont le plus besoin. En stigmatisant les ZEP (Zones d'Education Prioritaire) et en les transformant à terme en zones de relégation, en introduisant la police à l'école (« référent police ») et en réduisant la scolarité obligatoire et gratuite (apprentissage à 14 ans), le gouvernement vise à enfermer les enfants des classes populaires dans un état de disponibilité docile envers le patronat, en les surveillant et en les contrôlant aussi étroitement que possible.

Mettre les enfants des classes populaires à la disposition des « entreprises » le plus tôt possible, c'est à dire les transformer en main d'œuvre quasi gratuite, tout en les « fliquant » dès leur plus jeune âge : voilà le fin mot de la politique du gouvernement en matière d'éducation. Et pour cela le ministre de l'intérieur et le Premier Ministre, loin de s'opposer, se complètent dans la réalisation d'un projet réactionnaire initié de longue date et impulsé avec force dès mai 2002.

Car il s'agit bien d'un projet réactionnaire qui affiche toute sa cohérence pour peu que l'on y regarde de plus près, et que l'on mette bout à bout les « réformes » entreprises par ce gouvernement, sur la lancée du précédent.

Tout s'emboîte parfaitement. Le contrat "nouvelle embauche" qui permet aux patrons de licencier quand ils le désirent, l'ensemble des « contrats aidés » qui permettent aux patrons de ne pas payer les cotisations sociales, l'allongement de la durée de cotisation (réforme des retraites) et la réduction du temps de la scolarité obligatoire offrent généreusement et de manière autoritaire au MEDEF des travailleurs disponibles toute leur vie ou presque.

Sous couvert d'une pseudo-modernité, nous connaissons aujourd'hui l'une des pires périodes réactionnaires de l'Histoire. Au travers du prisme des réformes, et notamment au travers de l'attaque contre les enfants des classes laborieuses, c'est bien à un « gouvernement de combat » que nous avons à faire. Un gouvernement de combat contre la classe ouvrière, contre tous les travailleurs en général. L'apprentissage à 14 ans qui sonne la fin de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans en la transformant en scolarité autorisée, sonne aussi la fin du « collège unique » et institue une éducation de classe dans laquelle une minorité de privilégiés sera autorisée à poursuivre des études de plus en plus coûteuses tandis que la majorité restera à disposition du capital, dans un état d'intense précarité. D'ailleurs dans les mesures annoncées par le ministre de l'Education Nationale, Gilles de Robien, n'a-t-il pas clairement dit que les élèves ayant obtenu une mention bien ou très bien au brevet des collèges pourront intégrer un lycée hors ZEP ? Une école de classe, zonale, dans laquelle les enfants/main d'œuvre des classes populaires seront géographiquement circonscrits. Qu'ils ne sortent pas de leurs quartiers !

1941...
Grande
Exposition
Parisienne



...2007:



l'instrumentalisation de la laïcité pour masquer les véritables enjeux sociaux et économiques : « Ayant écarté tous les articles du pouvoir radical, il fallait donner un aliment à la majorité. Puisqu'on ne peut faire ni l'impôt sur le revenu, ni la caisse des retraites pour les travailleurs, ni le rachat des chemins de fer, ni rien, il ne restait plus qu'à dévorer quelques congrégationnistes ». Le premier congrès du Parti Ouvrier Français montrait la même méfiance en déclarant : « l'anticléricalisme n'est qu'une manœuvre de la classe capitaliste pour détourner les travailleurs de leur lutte contre les servitudes économiques ».

2. L'école laïque reste une école bourgeoise.

Si les marxistes-léninistes défendent la laïcité, c'est donc en se défiant de toute illusion sur l'école bourgeoise. Le véritable clivage n'est pas pour nous entre l'école laïque et l'école religieuse mais entre l'école bourgeoise d'aujourd'hui et l'école prolétarienne de demain. C'est cette juste position qui a amené le PCF à refuser de participer à la commémoration du cinquantenaire de l'école laïque. Voici ce que souligne une brochure du PCF publiée en 1931 par le Bureau d'Édition intitulée « L'école laïque contre la classe ouvrière » : « L'école laïque bourgeoise et l'école congrégationniste bourrent également le crâne des enfants et sont, au même titre, des instruments de domination du capital. (...) Les ouvriers et les paysans révolutionnaires doivent cesser de croire que l'école laïque est moins dangereuse pour eux que l'école religieuse. (...) A bas les illusions créées par la bourgeoisie sur les bienfaits de l'école laïque ! A bas l'école laïque qui se croit émancipée et émancipatrice ! »

La défense de la laïcité et la défiance à l'égard de son instrumentalisation vont ainsi de pair pour les marxistes-léninistes. Cette double position est issue du fait qu'en régime bourgeois les droits démocratiques en général (la laïcité en particulier) ne peuvent pas être mis en œuvre intégralement et/ou durablement. Comme pour les autres aspects de la démocratie bourgeoise, seul le Socialisme peut appliquer intégralement la laïcité. Voici comment les Cahiers du Communisme d'octobre 1949 résumait la question : « On montrerait de même que tous les idéaux pédagogiques ne trouvent dans l'école bourgeoise la plus « laïque » qu'une consécration dérisoire et caricaturale et restent donc inefficaces. (...) L'éducation ne cesse d'être une parodie que dans le cas où elle est rattachée directement, concrètement, au combat pour le Socialisme, au renforcement des positions de la classe ouvrière dans la lutte ».

L'analyse marxiste-léniniste conduit bien entendu au rejet de l'idée d'une neutralité de l'enseignement si chère aux défenseurs de la laïcité bourgeoise. Voici par exemple quelques directives données par le PCF aux enseignants

communistes : « 1) Par une défense intransigeante des positions du parti affirmer notre solidarité sans réserve avec l'Union Soviétique ; 2) Donner un contenu progressiste à l'enseignement ; 3) Porter la politique à l'intérieur de l'école, faire une morale de lutte pour l'avenir, dénoncer en histoire le colonialisme, etc. » (L'école et la nation, n°21, 1951).

Défense de la laïcité et exigence de son extension à l'ensemble du territoire, défiance contre son instrumentalisation bourgeoise (comme celle que nous avons vécue avec la loi sur le foulard) et refus de la neutralité sont les trois principes essentiels d'une analyse marxiste de la laïcité.

Déclin de la Françafrique en Côte d'Ivoire. Troupes françaises hors d'Afrique !

Un civil ivoirien, Firmin Mahé, a été tué par étouffement sous un sac plastique le 13 mai 2005 dans un véhicule blindé de la Licorne (force militaire française d'occupation).

Le général Poncet qui dirige la Licorne est démis de ses fonctions puis inculpé de « complicité d'homicide volontaire ». Fait extrêmement rare dans l'armée ! En vérité l'Elysée a sauté sur l'occasion pour « sacrifier » Poncet et obtenir le mandat de l'ONU quant à la mise en place du gouvernement de transition et aussi pour calmer les Patriotes descendus en masse dans la rue contre l'impérialisme français.

Le 19 septembre 2002, une rébellion venue du Nord tente de renverser le régime de Laurent Gbagbo. Les forces françaises présentes dans la région sont mobilisées pour stopper la rébellion et « empêcher les violences » entre le Nord et le Sud. En réalité, les forces françaises sont présentes en Côte d'Ivoire pour défendre les intérêts des grands monopoles et protéger le pré-carré africain de l'Elysée. La Côte d'Ivoire est la chasse gardée des grands groupes français qui exercent un contrôle sur les outils de production et les services publics (Bouygues, Bolloré, France Télécom, Total-Fina-Elf, BNP ...). Mais le président Gbagbo ne respecte plus tout à fait cette Françafrique et veut tisser des liens avec d'autres capitaux étrangers (américains pour le cacao et le café, chinois pour la construction). Tout ceci a été âprement discuté lors des accords de Marcoussis, accords présentés comme sensés « ramener la paix en Côte d'Ivoire » ! En réalité ces accords avaient pour objectifs d'affaiblir les pouvoirs d'un président démocratiquement élu qui met en danger le capital financier français et d'imposer un gouvernement serviteur de l'impérialisme français.

Dans les années 1990, le FMI, la Banque Mondiale et ses ajustements structurels ont provoqué une chute des cours du cacao et du café. Ceci ajouté à la série de privatisations, a considérablement appauvri la population (30% vit en dessous du seuil de pauvreté). D'aucuns ont alors imaginé le concept d'« ivoirité » pour, d'une part, éliminer un

adversaire politique et, d'autre part, donner une explication aux problèmes économiques et sociaux. Vieux stratagème largement utilisé par les



différents impérialismes en Afrique : xénophobie, division ethnique et religieuse.

Actuellement en Côte d'Ivoire on assiste à une lutte pour le contrôle économique et politique du pays entre l'impérialisme français et l'impérialisme américain. Pour les USA, le pétrole africain devra représenter 25% de ses importations d'ici 2020 contre 15% aujourd'hui. Or de nouveaux gisements sont découverts en Côte d'Ivoire qui recèle aussi d'importantes réserves de gaz naturel.

Par le biais du conseil de sécurité de l'ONU, l'impérialisme français a imposé le gouvernement Banny (gouvernement constitué le 28 décembre 2006). M. Banny, nommé 1^{er} ministre, était gouverneur de la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Ancien membre du PDCI, parti Houphouëtiste pro-impérialiste, M. Banny est chargé du ministère de l'économie et des finances (solution satisfaisante pour les chefs d'états de cette zone financière : la Côte d'Ivoire représente 40% du PIB de cette zone). La défense et la sécurité sont pris en main par deux personnes de la société civile, anciens PDCI aussi.

Après avoir joué un double jeu entre les deux forces en conflit, la France joue la carte de la réconciliation et de la stabilité. Les manœuvres françaises s'opèrent maintenant au niveau diplomatique. Mais la jeunesse ivoirienne qui est descendue dans la rue n'est plus prête à accepter la domination de la puissance coloniale française et nous devons être solidaires du peuple ivoirien dans sa lutte contre ce système colonialiste : lutte pour l'unité nationale, abrogation de l'« ivoirité », la terre à ceux qui la travaillent et organisation d'élections démocratiques sans ingérences de l'impérialisme français.

Troupes françaises hors de Côte d'Ivoire !

Bolivie, 18 décembre 2005 :

« Les indiens au pouvoir ! »



Tel est le slogan d'Evo Morales, leader bolivien du *Mouvement Pour le Socialisme* (MPS) qui vient de remporter dès le premier tour les élections présidentielles, offrant à son pays marqué

depuis 2003 par une lutte quasi-insurrectionnelle, l'opportunité d'un tournant historique. Leader syndicaliste paysan, Evo Morales porte des revendications claires : Renationaliser les hydrocarbures boliviens et l'eau, protéger la culture de la coca qui occupe la quasi-totalité de la paysannerie nationale, rompre avec l'impérialiste US. Pour ce dernier on s'en doute, Morales n'est qu'un « cocalero » indigène... potentiellement aussi « totalitaire »

Déclaration : L'appel de Bamako, 01/12/ 2005

Au moment où l'Afrique se cherche des dirigeants anti-impérialistes à l'instar des Hugo Chavez, R. Mugabe, Lula, Morales, etc., l'impérialisme français parade avec ses pro-consuls présidents africains dans le cadre du sommet devenu traditionnel « franco-africain ». Les armées d'occupation coloniales françaises (10 bases militaires sur le continent africain) sont de plus en plus actives, notamment en Côte d'Ivoire où le peuple oppose une résistance. J. Chirac, qui naguère a osé proclamer que « l'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie », flanqué de Villepin et Sarkozy, essaie en vain d'éteindre le feu allumé par la provocation adoptée par le parlement selon laquelle « le colonialisme est positif ». En effet, le Conseil Régional de Martinique vient d'adopter un motion exigeant l'abrogation de l'article 4 de la loi coloniale abjecte du 23 février 2005 adoptée en catimini comme une lettre à la poste. Le PS et le PCF « découvrent » brusquement l'existence de cette loi sur laquelle ils ont été silencieux 10 mois durant, après seulement la révolte légitime des quartiers populaires dont beaucoup sont des jeunes dont les parents proviennent des ex-colonies françaises d'Afrique. Nous publions cet appel du *Contre-Sommet* organisé par les mouvements syndicaux, associatifs et politiques progressistes d'Afrique. A l'avenir, nous mettrons à la portée de nos lecteurs et militants les informations et les publications des acteurs anti-impérialistes, sociaux, démocratiques et politiques indispensables à l'armement idéologique et politique des militants internationalistes de chez nous.

« Du 30 novembre au 1^{er} décembre 2005 s'est tenu à la Maison des Jeunes de Bamako (Mali), le sommet alternatif citoyen Afrique-France en réplique au 23^{ème} Sommet Afrique-France, vitrine du néo-colonialisme français. Cet événement inédit en Afrique a réuni plus de 200 participants venant de 12 pays d'Afrique et du reste du monde, représentant par délégation plus d'une centaine d'organisations de la société civile. Au cours des travaux, le sommet s'est penché sur les thèmes relatifs aux principaux maux qui minent l'Afrique : dictatures, dette odieuse, corruption, échange inégal, violations massives des droits de l'Homme, impunité, pillages.

45 ans de coopération et 22 sommets France-Afrique n'ont apporté aucun remède à ces maux. Le sommet alternatif citoyen Afrique-France constate au contraire que la coopération française n'a servi que les intérêts économiques et politiques des seuls dirigeants français et africains, au mépris des peuples qu'ils sont censés représenter.

En cette année 2005, la France a validé le coup d'état électoral de Faure Gnassingbé Eyadéma au Togo, poursuivi un jeu trouble en Côte d'Ivoire. Elle soutient le régime agonisant d'Idriss Déby au Tchad et les pouvoirs dictatoriaux de Paul Biya au Cameroun, de Denis Sassou Nguesso au Congo, de Ely Ould Mohamed Vall de la Mauritanie et tant d'autres accueillis aujourd'hui à Bamako avec une débauche de moyens insultant la misère de leurs peuples. Et ce n'est pas le nouvel habillage européen et multilatéral auquel la France essaye de faire croire qui changera la nature du système dont la logique conduit à la pauvreté, à la désespérance, et par ricochet à l'exode et l'émigration forcée des jeunes... Les participants au sommet alternatif citoyen se sont indignés des politiques de répression et de stigmatisation des populations immigrées ou d'origine immigrée, reflet d'un passé colonial mal assumé et d'un présent néo-colonial occulté.

Constatant l'échec de ces politiques et le refus de dialogue des participants au sommet officiel, le sommet alternatif a décidé de relayer les aspirations de la masse des citoyens, d'organiser les réseaux internationaux associatifs qui les mobilisent pour permettre à leurs résistances de se construire, de mener des actions pour exprimer leur révolte et obtenir des transformations radicales pour les peuples et pour les peuples. Cela requiert de notre part : 1) d'opérer un vaste programme d'éducation à la citoyenneté ; 2) de favoriser le décloisonnement et la solidarité des luttes nationales, régionales et internationales ; 3) de créer un réseau d'information et de mobilisation internationale ; 4) de travailler conjointement pour la mise en place de mécanismes de lutte contre l'impunité des crimes politiques (justice pénale internationale, compétence universelle) et économiques (audit de la dette, nouvelles règles du commerce international, transparence des industries extractives, etc.) ; 5) d'exiger la libre circulation des personnes.



Evo Morales en campagne électorale en Bolivie, Hugo Chavez et Fidel Castro.

que Chavez ou Castro !

La culture de la coca, millénaire en Bolivie et présentant de nombreuses vertus, notamment curatives et nutritives, est aussi la base actuelle d'un narco-trafic que Washington ne manquera pas de stigmatiser, même si la classe dominante bushiste en est depuis toujours la bénéficiaire réputée (Morales s'oppose à la production de cocaïne et lutte contre les narcotrafiquants).

Issu d'une gauche radicalement anti-impérialiste ayant rejeté les alternances « UMPS » locales totalement corrompues (sur le modèle de Chavez au Venezuela), Morales adjoint la Bolivie au bloc Cuba - Venezuela autour duquel s'organisent de plus en plus de pays non-alignés pour qui la coupe est pleine (Brésil, Argentine, Uruguay), et qui s'engage dans un véritable rapport de force avec les Etats Unis. Grâce à ce bloc, le dernier *Sommet des Amériques* à Mar del Plata (Argentine, novembre 2005), cette tribune traditionnelle des intérêts US sur le sous-

continent, s'est soldé par un échec cuisant et historique du grand projet annexionniste pour une « Zone de Libre Echange Américaine » (ZLEA), et par un retournement de situation mettant Washington sur la défensive! Appuyés par les présidents Lula, Kirchner, Vazquez (Brésil, Argentine, Uruguay), Le président cubain Fidel Castro et son homologue vénézuélien Hugo Chavez organisent d'ailleurs en parallèle des contre-sommets anti-impérialistes très populaires, comme la IV^{ème} Rencontre hémisphérique contre la ZLEA à La Havane (Cuba) ou le III^{ème} Sommet des Peuples à Mar del Plata (en concurrence avec le sommet des Amériques).

Après des décennies de domination économique et politique, de ravage social et de crises, les peuples d'Amérique Latine relèvent la tête et passent à l'offensive. Face à une chaîne impérialiste plus implacable que jamais, ils ont besoin de notre soutien comme nous avons besoin de leurs victoires !



2006 : L'année de tous les dangers pour le peuple Palestinien

Comme nous le soulignons dans la précédente parution de *Chantiers*, la libération de Gaza, victoire importante du peuple Palestinien, ne peut constituer qu'une étape dans le processus de reconquête des territoires de la Palestine historique. Comme on pouvait s'y attendre, l'évacuation de Gaza par Sharon constitue de la poudre aux yeux jetée à l'opinion internationale pour mieux masquer la poursuite de la colonisation aussi bien en Cisjordanie qu'à Jérusalem-Est, avec le soutien indéfectible des USA et le regard

« Chavez antisémite » :

Flagrant délit de média-mensonge !

« Antisémite » est devenu l'invective la plus courante pour désigner tous les progressistes qui luttent contre le sionisme. On sait moins qu'il n'est plus besoin de parler d'Israël, quand on est un progressiste gênant, pour « devenir » antisémite. Un grand article de *Libération* (9 janvier 2006, Jean-Hébert Armengaud) repris ensuite par l'ensemble de la presse, commente un discours récent d'Hugo Chavez dont il cite la phrase suivante: « Les descendants de ceux qui ont tué le Christ¹ » (...) ² cette³ « minorité s'est emparée des richesses du monde ». Ces propos « scandaleux » du président vénézuélien méritent quelques commentaires.

Catholique partisan de la « Théologie de la Libération » honnie par le Vatican, Chavez a coutume d'évoquer la figure du Christ pour illustrer la lutte des pauvres contre les riches, et la crucifixion comme symbole de la répression des dominants sur les dominés. Voici le texte non tronqué de son discours : « Le monde possède assez pour tous, donc, mais dans les faits pour des minorités, les descendants de ceux qui crucifièrent le Christ, les descendants de ceux qui jetèrent Bolivar hors d'ici et le crucifièrent aussi à leur manière à Santa Marta en Colombie. Une minorité s'est appropriée les richesses du monde, une minorité s'est appropriée l'or de la planète, l'argent, les richesses minérales, l'eau, les bonnes terres, le pétrole, toutes les richesses donc, et a concentré les richesses entre ses mains : moins de 10% de la population du monde est propriétaire de la moitié de la richesse du monde entier... » [Cf. texte intégral sur <http://cbparis.free.fr>].

Où parle t-on des juifs dans ce texte ? Sortie de son contexte, mais surtout transformée, la phrase qui a fait scandale est une monstruosité dont la presse aux ordres est coutumière : 1) on cite les « descendants de ceux qui ont tués le Christ » (les dominants et non les juifs !), en prenant soin d'enlever les « descendants de ceux qui ont tué Bolivar », ce révolutionnaire latino-américain du 19^{ème} siècle qui n'a rien à voir avec Israël, pour mettre en évidence un poncif antisémite tout à fait étranger à l'idée développée par Chavez. 2) La « minorité qui s'empare des richesses du monde » correspond en fait à la phrase suivante et désigne bien sûr la bourgeoisie impérialiste. 3) Le mot « cette » est inventé pour la démonstration, là où Chavez parle bien « des » minorités dans ce même paragraphe...

La presse ment de plus en plus mal : Qui peut encore croire que ces mensonges n'ont aucun mobile !

bienveillant de la communauté Européenne. Depuis l'évacuation de Gaza, les attaques ciblées ainsi que les bombardements se sont amplifiés, les geôles Israéliennes ne désespèrent pas, bouclages et *check points* restent le lot quotidien des Palestiniens. En ce sens, 2006 est l'année de tous les dangers pour l'avenir de la Palestine.

Une recomposition politique de part et d'autre :

L'Autorité Palestinienne et plus particulièrement le *Fatah*, prisonnière d'une stratégie de négociation (la *feuille de route*) privilégiant le volet sécuritaire au détriment d'un accord global, perd la confiance du Peuple comme en témoigne les récentes élections partielles locales en Cisjordanie qui ont vu le *Hamas*, auréolé d'une victoire (la libération de Gaza) qu'il s'approprie, rafler la majorité des sièges. Seule la ville de Ramallah (capitale économique) fait exception avec notamment un excellent résultat du FPLP (*Front Populaire de Libération de la Palestine*). Les élections législatives prochaines prévues en ce mois de Janvier risquent de faire émerger une nouvelle majorité car le *Fatah* semble clairement

en perte de vitesse. La crise interne que connaît le *Fatah*, après que Marwan Barghouti, un des héros de la 2^{ème} Intifada, condamné par la justice coloniale et croupissant actuellement en prison, ait décidé de quitter le *Fatah* pour créer un nouveau parti et de présenter une liste indépendante aux législatives, s'est cependant atténué. Marwan Barghouti conduira finalement la liste

unique du *Fatah* aux prochaines élections. Cependant, ces élections semblent d'ores et déjà compromises du fait des menaces israéliennes, américaines et européennes, qui exigent que le *Hamas* soit disqualifié pour ce scrutin. Ces pays, chantres de la démocratie, entendent bien imposer, une nouvelle fois au peuple Palestinien, le choix de leur destinée! Enfin, Israël entend purement et simplement empêcher tout scrutin en ce qui concerne Jérusalem.

Du côté Israélien, la recomposition est en cours avec la création de « *Kadima* », le parti d'Ariel Sharon. Le boucher de Sabra et Chatila est encensé par tous les médias mensonges en homme de paix, auréolé lui aussi par l'évacuation de Gaza, présentée comme une concession majeure alors qu'elle n'est qu'un leurre (cf. *Chantiers*, novembre 2005). Son parti semble avoir le vent en poupe, surtout qu'il a réussi à rallier une partie des travaillistes dont Perez. La stratégie d'évacuation-recolonisation semble fonctionner à merveille et il apparaît clairement que ce parti, même sans Sharon (actuellement dans le coma), défendra bec et ongles cette stratégie de recolonisation et de *bantoustanisation* de la Cisjordanie (l'objectif affiché est d'annexer 58 % de la Cisjordanie), Jérusalem étant d'ores et déjà considérée comme acquise. Le *Likoud* est revenu à sa stature d'avant 1977, c'est-à-dire un parti d'extrême droite et le *Parti Travailliste*, après l'élection d'Amir Peretz, se recentre sur les problèmes socio-économiques des israéliens tout en promettant de négocier la paix sur la base des frontières d'avant 1967. Cette promesse semble peu fiable, étant donné l'état de déliquescence de ce parti ainsi que ses volte-faces historiques.

Une politique d'occupation menée avec la bénédiction des puissances occidentales :

On ne revient pas ici sur le soutien indéfectible des USA à la politique colonialiste d'Israël, mais l'Union Européenne n'est pas en reste. Outre les pressions économiques qu'elle peut exercer sur l'Autorité Palestinienne pour l'amener à

avaler toutes les couleuvres (et la « feuille de route » en est une), elle pratique le déni d'informations vis-à-vis de ses citoyens. En effet, un rapport établi par des représentants diplomatiques britanniques en poste à Jérusalem-Est, et soulignant que « *les activités d'Israël à Jérusalem violent à la fois la feuille de route et le droit international* » vient d'être mis au placard par Javier Solana, -un chantre de la paix aussi! (on se souvient de l'agression militaire perpétrée par l'OTAN sur la Yougoslavie)-, sous prétexte que « *l'Europe pourrait perdre de son influence sur Israël* ». Par sa politique d'annexion de Jérusalem, Israël entend ainsi placer hors négociations la question de Jérusalem-est. Le rapport, dont la mise au placard s'est fait avec le consentement des ministres des Affaires Etrangères de l'UE, lance un cri d'alarme en précisant que « *cette annexion de facto des terres palestiniennes sera irréversible sans qu'il y ait évacuation forcée des colons à grande échelle ni changement du tracé de la barrière* (mur de la honte, ndlr) ». En particulier, est pointé aussi le plan d'expansion de la colonie de *Maaleh Adoumim*, qui encerclera définitivement Jérusalem par les colonies juives et divisera la Cisjordanie en deux secteurs géographiques.

Par ailleurs, les intérêts économiques primant sur l'intérêt des peuples, la France, qui par certains actes se prévalait d'une certaine solidarité avec le peuple palestinien, s'illustre aussi par sa duplicité en recevant en grande pompe le boucher Sharon. De plus, deux sociétés françaises dont

Alstom ont signé un accord prévoyant la construction d'un tramway reliant le centre de Jérusalem à certaines colonies juives de Cisjordanie, traversant ainsi des territoires palestiniens annexés et occupés par le colon israélien. La dénonciation de ce projet par un certain nombre de personnalités palestiniennes, israéliennes et d'ONG auprès du gouvernement français n'y a rien changé, celui-ci prétextant que c'est une affaire privée. Or La Cour Internationale de Justice de la Haye, dans un arrêt rendu en 2004 à propos du Mur, fait « *obligation à tous les signataires de la convention de Genève d'en renforcer l'application par Israël* » et la construction du Tramway est une violation de plus de cette convention. François Dubuisson, professeur de droit à l'Université Libre de Bruxelles réfute l'argumentation française car selon lui, « *signer un contrat avec la municipalité de Jérusalem, agissant comme personne souveraine de terres illégalement annexées, constitue une reconnaissance implicite de la souveraineté d'Israël sur cette ville* » alors que l'arrêt de la CIJ « *implique une double obligation pour les Etats : Ne pas reconnaître les effets du mur et ne pas prêter assistance à la poursuite de sa construction* ». Cela entraîne aussi « *l'obligation de veiller à ce que des personnes privées sous la juridiction de ces Etats n'y prêtent pas assistance non plus* ». Cette argumentation est juste, puisque d'autres sociétés européennes en lice, ont préféré se désister après parution de l'arrêt.

Le combat du peuple Palestinien est un combat contre le colonialisme. Les tentatives de discréditer ce combat sont nombreuses et sont un leitmotiv de nos médias-mensonges et des gouvernements occidentaux. Aujourd'hui, la misère et le manque de perspectives pour le peuple palestinien font émerger un risque réel de division au sein des mouvements palestiniens. Celle-ci serait dramatique pour la continuité et l'issue de la lutte anticolonialiste qu'ils mènent. Ces tentatives de division, alimentées par l'Etat colonial



Le mur de la

Israélien et ses services, soutenues par les impérialismes Etats-unien et Européen doivent être déjoués. Plus que jamais, l'Unité est la seule réponse susceptible de contrecarrer ces attaques. Il appartient aussi aux militants progressistes de ce pays de réactiver et d'amplifier toutes les formes de soutien à la lutte pour l'instauration d'un Etat Palestinien dans ses frontières d'avant 1967. Il nous appartient de faire pression sur nos gouvernements en Occident pour les obliger à imposer à Israël l'application du droit international et plus particulièrement toutes ces résolutions votées par l'ONU et restées lettre morte. « Une manière de corriger la situation est d'appliquer des sanctions comme pour l'Afrique du Sud, un élément clé étant la rupture des relations militaires avec Israël, 4^{ème} exportateur d'armes dans le monde » explique Mustapha Barghouti, candidat lors de la précédente élection à la présidence de l'autorité palestinienne face à Mahmoud Abbas.

« Guantanamo » israéliens ...

La désinformation sur la situation en Palestine passe aussi par un lourd silence sur la situation des prisonniers politiques palestiniens qui croupissent dans les geôles coloniales.

Ainsi, depuis le début de l'occupation de 1967, 650 000 palestiniens et palestiniennes ont connu la prison de leur colonisateur. Près d'un homme sur 2 a été concerné, les enfants (près de 300) et les femmes dont certaines avec des bébés quelquefois nés en prison n'y échappent pas. Beaucoup de ces prisonniers sont en détention administrative (sans jugement). Certains sont des résistants, d'autres des citoyens qui essaient de passer les *check points*. Beaucoup sont des proches de militants utilisés comme arme de chantage et de représailles. Les enfants ont commis comme seul délit un jet de pierre contre les blindés israéliens. Les manifestants pacifiques qui se dressent contre la construction du « Mur de la Honte » finissent pour la plupart en prison.

Les conditions de détention sont inhumaines aussi bien à cause de l'insalubrité que de la surpopulation carcérale. En violation du droit international, les lieux de détention sont parfois situés en Israël (camps de toile) dans le Néguev (désert au climat implacable), dans des lieux secrets. La plupart des prisonniers sont soumis à la torture et aux mauvais traitements. La répression est féroce dès lors que les prisonniers essaient de s'organiser pour résister pacifiquement, comme à la suite de la grève de la faim initiée dans la prison d'Ofar pour protester contre le transfert de Adul Rahim Mallouh, vice-secrétaire du FPLP et trois de ses camarades. Les unités spéciales israéliennes sont intervenues et ont sauvagement réprimés les détenus. Ainsi la prison de Telmond où le Dr. Majida Fudda, originaire de Naplouse, arrêtée arbitrairement à la frontière palestinienne-jordanienne, a passé 6 mois en détention administrative. Elle raconte (<http://www.france-palestine.org/article2697.html>) : « J'ai été mise dans une cellule individuelle, pendant trois jours. Cette cellule était dépourvue de toutes possibilités pour y recevoir une vie

humaine. Elle était glacée et sombre. Pas de sanitaires, ni douche, ni source d'eau. Le seul matelas qui s'y trouvait était trempé d'eau. Pas de fenêtre qui puisse te rappeler qu'il y a quelque chose d'autre, derrière ces murs. C'est réellement une tombe de la plus mauvaise espèce, l'air n'y était pas renouvelé ».

Interrogatoires et tortures

Après avoir passé trois jours dans cette cellule, elle est emmenée à la prison de Petah Tikva pour les interrogatoires. Jusqu'à ce moment, Majida ne savait pas pourquoi elle avait été arrêtée. Commencent les séances d'interrogatoire : « Les interrogatoires ont commencé le 7 mars. Ce fut très dur, très fatiguant, tous les moyens de torture ont été utilisés, à commencer par le shabeh, puis l'interdiction de sommeil, les insultes, les cris, la chaise secouée. Une seule séance d'interrogatoire durait de 8 h du matin jusqu'à 6 heures du soir. Comme une journée de travail, mais dans la torture. Cela dura 31 jours, plus les 6 jours précédents. Il y avait environ 60 prisonniers qui subissaient des interrogatoires. J'ai compris, d'après les instructeurs, que 25 prisonniers étaient de Naplouse, mais je ne pouvais pas leur parler ».

Même l'heure de repos dans la cellule était une séance de torture : « Elle est sale, infestée de cafards, les mauvaises odeurs étouffaient. La cellule était aussi sombre, les soldats venaient toutes les heures me regarder, je devais me tenir debout pour leur répondre, et si je m'endormais, une seconde, elles se mettaient à crier et à m'insulter ». Après un mois d'interrogatoire, Majida Fudda retourna à la prison de Telmond, dans les pièces de la section 11 à propos desquelles elle dit : « C'est aussi mauvais, car les pièces sont surpeuplées, et c'est une torture d'un autre genre, dans la pièce, une prisonnière dormait par terre, car la pièce était de dimension 2m50 sur 1m80, y compris pour les toilettes. Je dormais par terre. Deux prisonnières ont été emmenées dans une pièce moins étroite, 4m sur 4, où se trouvaient déjà six autres femmes. Toutes, nous dormions par terre, à tour de rôle. Les sionistes veulent faire de Telmond une prison qui ressemble le plus possible aux tombes, la prison a été conçue pour enterrer les vivants : les fenêtres sont fermées par une plaque en fer pour empêcher la lumière ou l'air d'y entrer. »

Les privations.

"La récréation est d'une durée de trois heures. Elle se déroule dans une cour, fermée par le haut par un grillage en fer. Il n'y a rien dans la cour. Dans Telmond, il n'y a pas de droits. Les choses les plus élémentaires et les plus simples sont celles qui sont utilisées pour nous punir en nous en privant. La nourriture à la prison de Telmond n'est pas moins mauvaise que celle reçue dans les cellules. Des cafards et des restes d'insectes sont mêlés au repas. C'est pourquoi beaucoup de prisonnières rendent le repas et préfèrent acheter à la cantine de quoi manger, à leurs frais, mais même cela ne sert à rien, les produits de la cantine dépendent de l'humeur des geôliers. Souvent, les prisonnières sont privées de cantines, par punition. »



Absence de soins.

La pilule de l'Acamol (analgésique) dans la prison de Telmond constitue le seul remède pour toutes les maladies. Fudda précise : *"beaucoup souffraient des articulations, des os, plusieurs prisonnières souffrent du dos, et de maladies féminines, mais il n'y a aucun remède. Si une prisonnière tombe malade, elle doit ingurgiter l'Acamol, si elle parvient d'ailleurs à l'avoir. Pour toutes les maladies, l'analgésique est là, jusqu'à ce qu'on soit libéré ou qu'on meurt"*.

Relations avec le monde extérieur.

Les prisonnières sont interdites d'avoir un quelconque contact avec le monde extérieur. La visite des avocats est souvent interdite et plus de 85% des prisonnières ne peuvent recevoir la visite de leurs parents, pour des raisons dites sécuritaires, même si les parents sont âgés.

« Même la visite prend des allures de répression. Plusieurs prisonnières sont installées dans une seule pièce pour rencontrer leurs familles. Il y a beaucoup de bruit, tu ne peux entendre ce que te disent les membres de ta famille. Ce qui est encore pire, c'est que la prisonnière est séparée de sa famille par deux grilles séparées par une vitre anti-bruit, dans laquelle se trouvent de petits trous. La visite commence et finit et tu apprends à lire sur les lèvres pour comprendre ce qu'ils disent, mais comment lire alors que tu as devant toi tous ces obstacles ? De plus, les prisonnières sont interdites de visite entre elles, entre les sections. »

Message des prisonnières.

Les prisonnières souhaitent adresser un message au monde et à la société palestinienne qui vit dans une grande prison. Fudda dit : *« les prisonnières se sentent très déçues car elles pensent que leur cause n'est pas vraiment prise en compte. Elles souhaitent qu'il y ait des actions sérieuses pour les libérer et libérer tous les prisonniers. Il faut que la question des prisonniers demeure une priorité dans les revendications palestiniennes, il faut que la question des prisonniers soit la première à être soulevée lors des négociations. Il est nécessaire d'agir pour la libération de tous les prisonniers. La situation des prisons est insupportable. Il faut agir pour mettre fin à la dure épreuve des prisonniers et des détenus. C'est le devoir de tous. »*

The Bagdad Show, télé-réalité d'un procès truqué...



Le président Saddam Hussein est un « méchant ». Heureusement, les Etats Unis ont convoqué un tribunal spécial pour le pendre, lui et onze autres méchants anciens hauts responsables irakiens. La cour, composée de collabos irakiens sélectionnés pour leur gentillesse, se heurte depuis

l'ouverture du procès le 19 octobre dernier, à un problème de taille : si la défense s'exprime trop, la population irakienne pourrait devenir en l'entendant encore plus méchante qu'elle ne l'est déjà. Même dans nos pays où, par chance, ce sont les gentils qui gouvernent, la contre-propagande de la défense pourrait contaminer l'esprit des plus « naïfs » d'entre nous...

Fort heureusement, un savant mélange de censure, d'interdiction, d'expulsion du territoire et d'assassinat des avocats de la défense, combiné à des dépositions de témoins anonymes, cachés derrière un rideau (redoutant des représailles d'un peuple supposé pourtant « unanimement anti-Saddam » et reconnaissant envers les américains depuis la « libération » du pays) ont permis de

circonscrire le danger. Ce procès est en effet indispensable pour la gentille coalition : il s'agit de désunir les différentes catégories de méchants composant la résistance (baasistes, chiites irakiens, islamistes, syndicalistes) en



rappelant un passé plus conflictuel.

Le problème est pourtant plus compliqué qu'il n'y paraît : Censurer la défense est une chose, présenter les faits sous une forme la plus méchante possible en est une

autre. En effet, la plupart des crimes reprochés concernent une période pendant laquelle Saddam Hussein était gentil ! Cinq présidents américains, trois présidents français, plusieurs premiers ministres britanniques et de nombreux grands patrons occidentaux ont utilisé le même instrument, l'Irak (et Saddam Hussein à partir de 1979), pour garantir les intérêts du bien au Moyen Orient de 1963 à 1990. Renversement (par Kennedy en 1963) d'Abdel Karim Qassem, président anti-colonialiste et pro-soviétique qui venait égoïstement de nationaliser le pétrole irakien, répression des kurdes en 1980 au napalm made in USA, gavage du village d'Halabja en 1982. Un comble : La guerre contre l'Iran elle-même (si lucrative pour nos gouvernements gentils qui l'ont provoquée et entretenue) fait partie des chefs d'accusation ! Rappelons que le peuple kurde ne jouissait de droits démocratiques qu'en Irak, où on trouvait des kurdes à tous les niveaux de responsabilité de l'Etat (ce qui n'est absolument pas le cas en Turquie par exemple), et que les soulèvements kurdes en Irak dérivent d'une logique récurrente de déstabilisation de la nation irakienne impulsée par l'axe américano-israélien. Rappelons aussi que le village d'Halabja, situé sur une zone rouge lors du conflit irano-irakien, fut détruit par des gaz iraniens et non irakiens (cyanides), et qu'en aucun cas l'Irak n'avait d'intérêt dans ce genre d'exaction stérile.

Pendant la première guerre du Golfe, la tactique de Bush père était d'obtenir la chute de Saddam (devenu méchant suite à une série de crises pétrolières) par son propre peuple, notamment par les chiites irakiens. Insuffisamment préparée par les USA, une « révolution orange » chiite, condamnée d'avance, pouvait être finalement plus utile réprimée que victorieuse : les USA furent partie prenante dans la répression de l'insurrection chiite en 1991. Cette tactique consistant à accroître la souffrance du peuple irakien dans l'espoir d'un soulèvement anti-Saddam s'est d'ailleurs prolongée dans l'embargo imposé au pays pendant plus de dix ans, le bombardement minutieux des réseaux d'eau, des hôpitaux, des centrales électriques par les forces militaires gentilles (bien qu'à la limite du génocide). Plus d'un million d'enfants, de femmes et d'hommes morts de faim ou de typhoïde, c'était « le prix à payer » (Madeleine Allbright, bras armé cet autre tyran qu'était Bill Clinton) en attendant que Saddam ... rende ses « armes de destruction massive » !

Diviser pour régner... très mauvais calcul : la nation irakienne, loin de se morceler, s'est ressoudée et polarisée contre l'impérialisme américano-européen. Dernière solution pour faire triompher le bien : l'invasion militaire...

Les irakiens n'ont aujourd'hui aucune illusion sur une éventuelle accusation des puissances occidentales qui sont véritablement à l'origine de tous ces crimes. Jeté dans un

procès truqué par une force d'occupation sous les yeux d'une résistance nationale unie contre les envahisseurs et les collabos, Saddam Hussein peut encore incarner la dignité d'un peuple humilié, prêt à ridiculiser l'accusation. Pour mettre ces contradictions à jour, la défense souhaite le transfert du procès à un tribunal pénal international, où ses arguments pourraient plus facilement filtrer dans les médias.

Au TPI pour la Yougoslavie par exemple ; les chefs d'accusation contre un autre méchant, Slobodan Milosevic, sont en train de tomber les uns après les autres : l'accusation a été forcée cette année de reconnaître que celui-ci n'a jamais voulu construire une « Grande Serbie » (encore moins de la « purifier ethniquement » !), et qu'il y était même hostile depuis toujours... Comble du ridicule, le TPIY est aujourd'hui contraint de rajouter des chefs d'accusation (notamment sur la guerre en Bosnie il y a vingt ans) pour remplacer ceux qui, relatifs au Kosovo (dévasté rappelons-le par les bombardiers euro-américains), tombent successivement.

Juridiquement, le fait que les gentils surpassent mille fois les méchants en crimes et en destruction, qu'ils accusent les méchants dans des tribunaux fantoches pour que ceux-ci portent le chapeau, finira peut-être par troubler les plus grands spécialistes...

« Du strict point de vue juridique, le président Saddam peut-il être jugé ? En effet, deux pays principalement, les USA et la Grande Bretagne, ont envahi l'Irak sans mandat et en violation du droit international.

Juridiquement, c'est une agression. Tout ce qui s'est passé depuis cette invasion est donc entaché d'irrégularité, ce qui crée un vide juridique absolu. D'ailleurs, ce qui est reproché au président Saddam concernant la guerre Iran-Irak et l'invasion du Koweït ne pourrait-il pas l'être aux américains et aux anglais, maintenant qu'il est définitivement établi que l'Irak ne représentait aucune menace urgente et sérieuse pour ces pays en l'absence totale d'armes de destruction massive ? Est-ce pour cette raison qu'ils refusent un Tribunal Pénal International qui pourrait constituer un cas de jurisprudence applicable à d'autres cas d'agression ? Pourquoi ne pas utiliser les mêmes procédures que pour Slobodan Milosevic ? Qu'y a-t-il à craindre de la justice internationale ? » C'est ainsi que s'exprime Emmanuel Ludot, un des avocats de la défense retenu en Jordanie, dans un livre très intéressant qui vient de paraître en librairie (disponible au Cercle Barbusse) intitulé « Saddam Hussein, Présumé coupable ». On y trouve notamment une série d'arguments forts déjouant les incalculables hypocrisies de l'accusation.



Comme chaque année, l'anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917 fut l'occasion de nombreuses manifestations en ex-URSS. La misère croissante et générale causée par la reconquête capitaliste, la criminalisation du communisme (et notamment la perspective d'une exhumation du corps de Lénine hors de son Mausolée le même mois, cf. *Chantiers* n°9), la remise en cause des indépendances nationales par les puissances impérialistes (UE et USA), suscitent chez les soviétiques qui ont connu le Socialisme, mais aussi chez des jeunes de plus en plus nombreux, une colère légitime. Ici, quelques photos d'une manifestation à Leningrad le 5 novembre 2005. On peut lire sur les pancartes : « A bas le régime sanguinaire des traîtres à la patrie, qui osent s'appeler démocrates ! Il faut restaurer l'Union soviétique ! », « Rappelez-vous ! Octobre 1917, C'est un jour de fête commun à toute l'Humanité qui s'efforce de briser les chaînes de l'exploitation capitaliste. Pour les peuples qui se battent pour la liberté, il y a une patrie commune : l'URSS, qui s'est agrandie à l'Internationale Ouvrière et Paysanne de toute l'Humanité », « Staline a sorti la Russie des cendres, Il a construit un grand Etat, il a écrasé Hitler, il a sauvé la Russie et l'Humanité ».

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anti-colonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :

<http://coordin.communiste.free.fr>

I.P.N.S